

de discuter ensemble de la poursuite du mouvement ou de faire la preuve que les directions CGT et FEN refusaient vraiment le débat devant les grévistes, et avaient peur d'occuper le CNPF parce que c'était « illégal » !

Le lendemain, on a senti que l'atmosphère de la grève se tendait de plus en plus. Depuis des semaines les patrons ne voulaient rien savoir, et amusaient régulièrement tout le monde avec des propositions-bidon. Alors la colère commençait à monter.

Une fois de plus le préfet Jannin a raconté que Sabouret avait établi un nouveau « plan de médiation ». Les délégués devaient aller en discuter. Mais cette fois-ci tout le piquet de grève les a accompagné...

Au bout de deux heures, ils sont ressortis la mine défaite : Sabouret proposait d'avancer les 20 centimes d'octobre en juillet ! Et voilà ! Et encore il n'était même pas sûr que la CGE accepterait...

— « ils se foutent vraiment de notre gueule ! »

— « ils veulent que ça barde, mais ils vont être servis ! »

La rage commence à s'emparer des militants qui portaient cette grève depuis 7 semaines. Et des idées ont commencé à germer, des discussions sur ce qu'il fallait faire. On s'est donné rendez-vous à Charner.

Mais des voitures avaient circulé. Des copains étaient venus nous prévenir qu'on avait reconnu celle de Donnat et de ses secrétaires devant le CNPF.

Et s'ils étaient là-dedans ces pourris ? C'est vite vérifié ! Et dix voitures dégingolent vers l'U.P.I.A...

Henry se pointe.

— « tu héberges Donnat et les jaunes ? »

— « tu brises notre grève ? Ordure ! »

Il n'a pas retenu longtemps la porte. D'autant plus que Donnat est appliqué à son secours ! Alors on a commencé à lui poser des questions :

— « Ah, te revoilà ! Alors qu'est-ce qu'on fouine ici ? »

— c'est mon syndicat !

— ah bon ! Et qu'est-ce qu'il pense de notre grève ton syndicat ?

— je ne peux rien !

— c'est peut-être vrai, mais tu vas nous servir d'otage, en attendant quelque'un qui peut quelque chose... »

Le Faucheur et Nicolo arrivent : « On n'a plus le temps de bouffer nom de Dieu ». Et très vite on a vu pointer les crosses des gardes mobiles ! Ils ne perdaient pas de temps ! Ils étaient persuadés qu'il n'y avait que quelques excités et des « éléments extérieurs » à faire un coup pareil !

Alors Le Faucheur a piqué son coup de sang. Il a foncé droit sur le capitaine : « vous allez me foutre le camp, ou me passer sur le corps ! ».



Henry et Saïer ont voulu éviter le vinaigre et ils ont dit qu'ils ne les avaient pas appelés : alors les casques se sont retirés.

Mais Donnat avait perdu la parole : on l'a assis à une table ; on s'est assis autour ; mais c'était le mutisme complet ! Les délégués CFDT se sont réunis alors à part et sans consulter personne ils sont venus chercher Donnat et l'ont libéré ».

On pouvait effectivement discuter s'il était juste ou pas dans ces conditions de continuer la séquestration (11). Mais la méthode utilisée fait bon marché de l'avis des grévistes...

Donnat pourra donc s'en aller... à pied, car un pneu de sa voiture a été dégonflé !

Devant de tels « événements » la presse briochine du lendemain s'inquiète :

« la grève dure maintenant depuis près de sept semaines et, après la déception d'hier matin, on imagine mal comment elle s'achèvera ».

nouvelles négociations nouvelles manœuvres

Le pouvoir est maintenant pressé d'en finir : les demi-propositions de Jannin n'ont fait que renforcer la détermination des grévistes et l'exaspération de la population ! L'argent de la solidarité arrive à flots. Des manifestations du premier Mai vont se faire sous le signe de la grève du Joint... Il est temps d'arrêter les dégâts : après la gifflade du référendum, le gouvernement n'est pas tenté par une nouvelle épreuve.

Alors c'est Jacques de Montalais, qui ouvre le feu jeudi 27 avril dans la Nation, organe central de l'UDR : dans son éditorial il dénonce « la funeste et incompréhensible attitude des dirigeants de l'usine le Joint Français à St-Brieuc ». Quand on sait qu'à cette direction se trouvent des ténors du CNPF Ambroise Roux et plus récemment Paul Huvelin, on mesure l'importance de l'affaire ! La grève du Joint a divisé les capitalistes sur l'attitude à adopter. Les uns et les autres sont guidés par les mêmes intérêts ; c'est sur la tactique qu'ils diffèrent : les uns veulent faire un exemple de fermeté les autres pensent que le moment est mal choisi et ont peur des répercussions sociales et politiques de la prolongation d'un tel conflit.

Vendredi on va voir le ministre Pleven emprunter les sabots de Montalais : devant le Conseil général à St-Brieuc, et l'attaque en règle des « élus démocratiques ». Une résolution est présentée condamnant l'intransigeance patronale et accordant 100 F. à chaque gréviste. Pleven votera cette motion ! Dans les couloirs il est harponné par Quimper (PC) et Le Foll (PSU). Il prend contact avec son copain Fontanet qui accepte d'offrir ses locaux parisiens pour une discussion directe délégués-patrons !

Décidément, ce vendredi, il y a de la négociation dans l'air. Cette agitation dans les milieux dirigeants prouve que la détermination des grévistes est entrain de porter ses fruits. Mais en même temps, si l'on semble s'approcher du but, il ne faut pas se relâcher. Attention aux risques de démobilitation.

La Taupette Rouge distribuée à la Maison du Peuple ou doit se tenir un meeting d'information, insiste sur la nécessité de faire peser sur les négociations qui s'engagent la préparation d'une nouvelle mobilisation. En même temps pour la première fois elle critique sévèrement l'attitude de la direction CGT : la veille en effet, un responsable CGT au piquet de grève avait ostensiblement insisté sur la nécessité de négocier sur la base de 40 centimes tout de suite, et se répandait en propos démobilitateurs.